



Etablissement support du GHT
2 rue Henri Le Guilloux – 35033 Rennes cedex 9

REGLEMENT DE CONSULTATION (RC) (COMMUN A TOUS LES LOTS)

MARCHES PUBLICS DE FOURNITURES

La procédure de consultation utilisée est la suivante :
Appel d'offres ouvert en application des articles L2124-2, R2124-2, 1° et R2161-2 à R2161-5 du Code de la Commande Publique

Procédure N°2025AF03

REALISATION ET REPARATION DE PROTHESES DENTAIRES SUR MESURE

Date et heure limite de réception des plis : **Le 17/03/2025 à 12h**



Plate-forme des achats de l'Etat
www.marches-publics.gouv.fr

SOMMAIRE

CHAPITRE I - POUVOIR ADJUDICATEUR	4
Article 1 - Type - Nom et adresse du pouvoir adjudicateur	5
CHAPITRE II - OBJET DU MARCHÉ PUBLIC – DISPOSITIONS GÉNÉRALES	5
Article 2 - Objet du marché public.....	5
Article 3 - Etendue de la consultation	5
3.1 - Procédure de consultation	5
3.2 - Publicité.....	6
3.3 - Type de marché public.....	6
3.4 - Allotissement	6
3.5 - Forme du marché public et des prix	6
3.5.1 Forme du marché public	6
3.5.2 Forme des prix	7
3.6 - Etendue du marché public - quantités	7
3.7 - Durée du marché public.....	7
3.8 - Classification CPV	7
Article 4 - Conditions de la consultation.....	8
4.1 - Variantes	8
4.2 - Prestations supplémentaires éventuelles (PSE) pour les lots 1 et 2.....	8
4.3 - Options (au sens communautaire)	8
4.4 - Visite de site	8
4.5 - Délai de validité des offres.....	8
4.6 - Conditions de participation des concurrents.....	8
4.7 - Sous-traitance	8
4.8 - Modes de règlement du marché public	9
4.9 - Développement durable : clause d'exécution environnementale/ critères environnementaux.....	9
4.10 - Développement durable : Insertion par l'activité économique	9
CHAPITRE III - MODALITÉS DE RETRAIT DU DOSSIER DE CONSULTATION.....	9
Article 5 - Contenu du dossier de consultation	9
Article 6 - Modalités de retrait du dossier de consultation	10
Article 7 - Renseignements complémentaires – modification	10
7.1.2 Renseignements complémentaires	10
7.1.3 Modifications de détails du dossier de consultation	10
CHAPITRE IV - CONTENU DES PLIS À CONSTITUER.....	10
Article 8 - Contenu de la candidature	10
8.1.1 DUME	10
8.1.2 Hors DUME	11

Article 9 -	Contenu de l'offre.....	11
Article 10 -	Conditions de remise des échantillons	11
10.1 -	Remise des échantillons	11
CHAPITRE V -	MODALITES DE REMISE DES PLIS.....	11
Article 11 -	Conditions d'envoi des plis	11
11.1 -	Transmission par voie dématérialisée	11
11.2 -	Copie de sauvegarde.....	12
11.3 -	Signature du marché public.....	12
CHAPITRE VI -	ESSAIS ET DEMONSTRATION / PRESENTATION.....	12
Article 12 -	Essais.....	12
Article 13 -	Démonstration / Présentation	13
CHAPITRE VII -	SELECTION DES CANDIDATS ET JUGEMENT DES OFFRES	13
Article 14 -	Examen des candidatures	13
Article 15 -	Jugement et classement des offres	14
CHAPITRE VIII -	ATTRIBUTION ET NOTIFICATION DES RESULTATS.....	14
Article 16 -	Information des décisions de rejet	14
Article 17 -	Attribution	14
CHAPITRE IX -	RECOURS.....	15

Préambule

Afin de leur permettre de mettre en place une stratégie de prise en charge publique commune et graduée du patient dans le but d'assurer une égalité d'accès à des soins sécurisés et de qualité, les établissements parties se constituent en un Groupement Hospitalier de Territoire (GHT).

En application du décret n° 2016-524 du 27 avril 2016 relatif aux groupements hospitaliers de territoire et du décret n° 2017-701 du 2 mai 2017 relatif aux modalités de mise en œuvre des activités, fonctions et missions mentionnées à l'article L. 6132-3 du Code de la santé publique, au sein des groupements hospitaliers de territoire, une convention constitutive a été signée le 30 juin 2016. Elle désigne le Centre Hospitalier universitaire de Rennes comme établissement support du GHT « Haute-Bretagne ».

Ce GHT est composé des établissements suivants :

- le CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE RENNES,
- le CENTRE HOSPITALIER DE BROCELIANDE,
- le CENTRE HOSPITALIER DE FOUGERES,
- le CENTRE HOSPITALIER INTERCOMMUNAL REDON-CARENTOIR,
- le CENTRE HOSPITALIER SIMONE VEIL (VITRE),
- le CENTRE HOSPITALIER DE LA GUERCHE DE BRETAGNE,
- le CENTRE HOSPITALIER LE GRAND-FOUGERAY,
- le CENTRE HOSPITALIER DES MARCHES DE BRETAGNE,
- le CENTRE HOSPITALIER DE LA ROCHE AUX FEES (JANZE),
- le CENTRE HOSPITALIER GUILLAUME REGNIER.

Seuls les établissements suivants sont concernés par le présent marché public :

- le CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE RENNES,
- le CENTRE HOSPITALIER DE LA ROCHE AUX FEES,
- le CENTRE HOSPITALIER GUILLAUME REGNIER.

Ainsi, il est confié au CHU de Rennes la fonction d'assurer, pour le compte des établissements parties concernés, la passation du marché public ainsi que certaines missions liées à l'exécution (décision de reconduction, conclusion d'avenant, décision de résiliation).

Les spécificités de chaque établissement partie sont précisées dans les pièces du marché public.

Toutes les autres missions de la phase d'exécution des marchés publics relèvent de chaque établissement partie. L'exécution du marché public couvre son régime financier (le recours, le cas échéant, à la sous-traitance, la gestion et l'émission des commandes passées au titre des marchés publics, la vérification du service fait, le règlement, le versement d'avances et d'acomptes, la liquidation et le mandatement des factures, ...).

De ce fait, dans cette consultation, le terme « CHU de de Rennes » désigne l'établissement support du Groupement Hospitalier de Territoire (GHT) « Haute-Bretagne ».

Article 1 - Type - Nom et adresse du pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur est le Centre Hospitalier Universitaire de RENNES (**CHU de Rennes**), Etablissement support du GHT Haute-Bretagne dont les coordonnées sont les suivantes :

Représentant du pouvoir adjudicateur : Adresse :	La Directrice générale du CHU de RENNES Rue Henri Le Guilloux 35033 RENNES CEDEX 09
Adresse du profil acheteur	http://www.marches-publics.gouv.fr

Agissant en son nom et pour son compte ainsi qu'au nom et pour le compte des établissements parties suivants qui seront en charge de l'exécution du présent marché public :

Représentant du CH DE LA ROCHE AUX FEES : Adresse :	La Directrice 4, rue Armand Jouault 35150 Janzé
Adresse du profil acheteur :	http://www.marches-publics.gouv.fr

Représentant du CH GUILLAUME REGNIER (CHGR) : Adresse :	Le Directeur 108, avenue du Général Leclerc CS 60838 - 35703 RENNES cédex 7
Adresse du profil acheteur :	http://www.marches-publics.gouv.fr

CHAPITRE II - OBJET DU MARCHÉ PUBLIC – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 2 - Objet du marché public

La présente consultation a pour objet la réalisation et la réparation de prothèses dentaires :

- pour le Centre de Soins Dentaires du CHU de Rennes, qui, compte tenu de leur volume, ne peuvent être pris en charge par le laboratoire de prothèses interne ;
- pour le centre pénitentiaire pour femmes de Rennes et le centre pénitentiaire pour hommes de Rennes-Vezin-Le-Coquet pour lesquels le CHU de Rennes a la mission d'assurer ces soins ;
- pour le centre bucco-dentaire du CH de la Roche aux Fées ;
- pour le centre bucco-dentaire du CHGR.

Dans le cadre de cette consultation, les dispositifs concernés se divisent en deux catégories ; les prothèses et les orthèses.

Les prothèses, qui remplacent une partie du corps manquante ou endommagée, constituent les principaux lots.

En complément, un lot est spécifiquement réservé aux orthèses d'orthodontie (orthopédie dento-faciale - ODF), dispositifs médicaux qui compensent, assistent et stabilisent une partie de la mâchoire. Afin de simplifier la lecture des documents et d'assurer une bonne compréhension, le terme « prothèse » englobe également la notion d'« orthèse » dans les descriptions techniques et administratives.

Article 3 - Etendue de la consultation

3.1 - Procédure de consultation

Il s'agit d'un appel d'offres ouvert en application des articles L2124-2, R2124-2, 1° et R2161-2 à R2161-5 du Code de la Commande Publique.

3.2 - Publicité

La consultation a fait l'objet d'une publication sur les supports suivants :

☒ Profil acheteur ☒ BOAMP ☒ JOUE ☐ Autre support :

3.3 - Type de marché public

Marché(s) public(s) de fournitures : <input checked="" type="checkbox"/>	Marché(s) public(s) de services : <input type="checkbox"/>
<input checked="" type="checkbox"/> Achat <input type="checkbox"/> Location <input type="checkbox"/> Crédit-bail <input type="checkbox"/> Location-vente	Catégorie de service : <input type="checkbox"/>

3.4 - Allotissement

La présente consultation est allotie et comporte 4 lots.

LOT 1	Prothèses adjoindes
LOT 2	Prothèses maxillo-faciales
LOT 3	Prothèses conjointes
LOT 4	Orthopédie Dento Faciale / Orthodontie (ODF)

L'attribution sera effectuée lot par lot, sachant que les opérateurs économiques ne peuvent pas présenter d'offres variables selon le nombre de lots susceptibles d'être obtenus.

Le CHU de Rennes se réserve la possibilité de regrouper l'ensemble des lots attribués à un soumissionnaire dans le cadre d'un seul marché public.

Les opérateurs économiques ont la possibilité de présenter une offre pour :

☐ Un seul lot ☐ Un ou plusieurs lots ☒ Tous les lots

3.5 - Forme du marché public et des prix

3.5.1 *Forme du marché public*

Le marché public est un accord-cadre qui fixe toutes les stipulations contractuelles. Il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande dans les conditions fixées aux articles R. 2162-13 et R. 2162-14 du code de la commande publique.

L'accord-cadre est conclu sans minimum et avec maximum exprimé en valeur pour toute sa durée de validité au sens de l'article R2162-4, 2° du code de la commande publique.

Montant maximum pour toute la durée du marché public, par lot :

N° LOT	Désignation	Montant € H.T.
LOT 1	Prothèses adjoindes	2 400 000€
LOT 2	Prothèses maxillo-faciales	1 200 000€
LOT 3	Prothèses conjointes	1 240 000€
LOT 4	Orthopédie Dento Faciale / Orthodontie (ODF)	400 000€

Le marché public est multi-attributaires.

Le marché public sera attribué à un maximum de titulaires, comme indiqué dans le tableau ci-dessous, sous réserve d'un nombre suffisant de candidats et d'offres. Le volume annuel des commandes ainsi que leurs spécificités rendent en effet impossible leur exécution par un seul titulaire dans les délais souhaités.

N° LOT	Désignation	Nombre de titulaires maximum
LOT 1	Prothèses adjointes	3
LOT 2	Prothèses maxillo-faciales	3
LOT 3	Prothèses conjointes	3
LOT 4	Orthopédie Dento Faciale / Orthodontie (ODF)	2

L'attribution des bons de commande entre les différents titulaires est réalisée selon la méthode dite de la « cascade ».

- La demande est formulée par l'établissement partie concerné auprès du titulaire n° 1, à savoir le titulaire classé en 1er à l'issue de la mise en concurrence ; cette demande indique la nature, le volume des travaux et leur date impérative de livraison. Le titulaire doit, dans un délai de 4 heures ouvrées pour les lots 1, 2 et 3, et de 48 heures ouvrées pour le lot 4, informer l'établissement partie concerné s'il n'est pas en mesure de répondre à la demande. À défaut de réponse dans ce délai, l'établissement partie considérera la demande de travaux comme acceptée.
- En cas d'incapacité du titulaire classé 1^{er}, l'établissement partie concerné consulte le titulaire classé en 2ème à l'issue de la mise en concurrence ;
- Puis s'adresse au titulaire classé 3ème, en cas d'incapacité du titulaire classé 2ème dans le même délai.

3.5.2 *Forme des prix*

Le marché public est traité à prix unitaires fixés dans le bordereau des prix unitaires (BPU) du lot concerné.

3.6 - Etendue du marché public - quantités

L'ensemble des fournitures pouvant être commandées sont décrites au cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

Les quantités estimatives du marché public sont indiquées dans le DQE du lot concerné. Ces quantités n'ont pas valeur contractuelle. Elles ne servent qu'à l'analyse des offres.

3.7 - Durée du marché public

Le marché public est conclu pour une période initiale de UN (1) an à compter de sa date de notification au titulaire.

Le marché public peut ensuite être reconduit TROIS (3) fois par période successive de UN (1) an et pour une durée de validité maximale de QUATRE (4) ans.

Cette reconduction est tacite (ceci signifie que le silence gardé par le CHU de Rennes reconduit automatiquement le marché public).

Dans ce cadre, le titulaire du marché public ne pourra pas refuser la reconduction selon les dispositions de l'article R2112-4 du code de la commande publique.

Par contre, le CHU de Rennes se réserve la possibilité de ne pas reconduire le marché public, et ceci sans indemnités pour le titulaire.

La décision de non reconduction sera expressément notifiée sous préavis de TROIS (3) mois par lettre recommandée avec accusé de réception ou télécopie avant la fin de la période en cours.

3.8 - Classification CPV

La ou les classifications principales et complémentaires conformes au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) sont :

<i>Classification principale</i>	<i>Classification secondaire</i>
33141820-4 Dents	

Article 4 - Conditions de la consultation

4.1 - Variantes

Les variantes sont-elles autorisées : ☐ Oui ☒ Non

4.2 - Prestations supplémentaires éventuelles (PSE) uniquement pour les lots 1 et 2

Des prestations supplémentaires éventuelles (PSE) sont-elles demandées : ☒ Oui ☐ Non

Ces prestations sont-elles imposées : ☐ Oui ☒ Non

Les prestations supplémentaires éventuelles sont indiquées au BPU du lot 1 et du lot 2.

Les prestations supplémentaires éventuelles sont des prestations que le CHU de Rennes se réserve le droit de lever ou non à l'attribution des marchés publics.

4.3 - Options (au sens communautaire)

Au sens du droit communautaire, les options sont les suivantes :

- Le marché public comporte des reconductions ;
- Le CHU de Rennes se réserve la possibilité de recours ultérieur à une procédure sans publicité ni mise en concurrence préalables, pour des livraisons complémentaires exécutées par le fournisseur initial au sens de l'article R2122-4, 1° du code de la commande publique.

4.4 - Visite de site

Sans objet.

4.5 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à six (6) mois à compter de la date limite de réception des plis.

4.6 - Conditions de participation des concurrents

L'offre peut être présentée par un opérateur économique seul ou par un groupement d'opérateurs économiques.

Aucune forme de groupement n'est imposée par le CHU de Rennes pour la présentation de l'offre.

Les opérateurs économiques ne peuvent présenter une offre en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et en qualité de membres d'un ou plusieurs groupements.

Si l'attributaire désigné est un groupement entre plusieurs opérateurs économiques, le marché public sera alors signé avec le mandataire du groupement, mais tous les co-traitants devront fournir les documents administratifs exigés à aux articles 8 et 17 du présent règlement de consultation, sous peine d'élimination du groupement.

4.7 - Sous-traitance

Le marché public peut faire l'objet d'une sous-traitance, telle que définie par la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée, dans les cas prévus à l'article L2193-3 du Code de la commande publique.

Dans le cas où la demande de sous-traitance (DC4) intervient au moment du dépôt de l'offre, l'opérateur économique fournit à l'appui de son offre une déclaration mentionnant :

- a) la nature des prestations sous-traitées ;
- b) le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- c) le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;

d) les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;

e) les capacités techniques, professionnelles, économiques et financières du sous-traitant.

Il remet également une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

La notification du (des) marché(s) public(s) emporte acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

4.8 - Modes de règlement du marché public

Les prestations, objet du présent marché public, seront rémunérées dans les conditions fixées par les règles de la comptabilité publique et financées selon les modalités suivantes :

- Financement :
 - ☒ Budget d'exploitation : recettes liées à l'activité T2A, aux mutuelles et patients, et dotation annuelle complémentaire
 - ☐ Budget d'investissement : emprunt et autofinancement
- Paiement à 50 jours conformément à l'article R2192-11, 1° du Code de la commande publique.

4.9 - Développement durable : clause d'exécution environnementale/ critères environnementaux

Le marché public comporte une clause d'exécution environnementale définie au CCAP/CCTP : ☒ Oui ☐ Non

Le marché public comporte des critères environnementaux de sélection des offres : ☒ Oui ☐ Non

4.10 - Développement durable : Insertion par l'activité économique

Le marché public comporte une clause d'exécution au titre de l'insertion définie au CCAP/CCTP : ☐ Oui ☒ Non

Le marché public comporte des critères sociaux de sélection des offres : ☐ Oui ☒ Non

CHAPITRE III - MODALITES DE RETRAIT DU DOSSIER DE CONSULTATION

Article 5 - Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation (DC) est constitué des pièces suivantes :

- Le présent règlement de la consultation (RC) et son annexe :
 - Annexe n°1 : procédure de dématérialisation ;
- L'acte d'engagement (AE) et son annexe :
 - Annexe n°1 : bordereau des prix unitaires (BPU) propre à chaque lot ;
- Le Détail Quantitatif Estimatif (DQE) propre à chaque lot ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) commun à tous les lots et ses annexes :
 - Annexe n°1 : Clauses de mise en conformité RGPD ;
 - Annexe n°2 : Conditions de livraisons, liste des comptables assignataires ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) commun à tous les lots et son annexe :
 - Annexe n°1 : Fiche de laboratoire pour le CHU de Rennes ;
- Le cadre de réponses.

Article 6 - Modalités de retrait du dossier de consultation

Le dossier de consultation peut être obtenu par téléchargement sur le site du profil acheteur suivant :
<http://www.marches-publics.gouv.fr>

Toutefois, avant de procéder au téléchargement de ce dossier, les opérateurs économiques sont invités à prendre connaissance des modalités et exigences décrites en annexe 1 du présent règlement.

Article 7 - Renseignements complémentaires – modification

7.1.2 Renseignements complémentaires

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires, les opérateurs économiques devront faire parvenir au plus tard dix (10) jours avant la date limite de réception des plis, une demande écrite sur le site du profil acheteur suivant :
<http://www.marches-publics.gouv.fr>

Une réponse sera alors adressée sur le site du profil acheteur, à tous les opérateurs économiques ayant retiré le dossier, six (6) jours au plus tard avant la date limite de remise des plis.

7.1.3 Modifications de détails du dossier de consultation

Le CHU de Rennes se réserve le droit d'apporter, au plus tard six (6) jours avant la date limite fixée pour la réception des plis, des modifications de détail au dossier de consultation.

Les opérateurs économiques devront alors répondre sur la base du dossier modifié, sans contestation possible.

Si, pendant l'étude du dossier par les opérateurs économiques, la date limite fixée pour la remise des plis est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

CHAPITRE IV - CONTENU DES PLIS A CONSTITUER

Chaque opérateur économique devra produire un dossier complet rédigé en langue française ou accompagné d'une traduction en français certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté. Les offres seront exprimées en euros.

Article 8 - Contenu de la candidature

L'opérateur économique produit les pièces suivantes en fonction qu'il utilise soit le DUME ou non.

En cas de groupement, chaque cotraitant produira l'ensemble des documents ci-dessous.

Pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques, économiques et financières, l'opérateur économique, même s'il s'agit d'un groupement, peut demander que soient également prises en compte les capacités professionnelles, techniques, économiques et financières d'autres opérateurs économiques, quelle que soit la nature juridique des liens existants entre ces opérateurs et lui. Dans ce cas, il justifie des capacités de ce ou ces opérateurs économiques et apporte la preuve qu'il en disposera pour l'exécution du marché public.

8.1.1 DUME

Les opérateurs économiques peuvent présenter leurs candidatures avec le Document Unique de Marché Européen (DUME) disponible sur :

<https://dume.chorus-pro.gouv.fr/>

8.1.2

Hors DUME

L'opérateur économique produit :

- La lettre de candidature modèle DC1, ou équivalent ;
- La déclaration du candidat modèle DC2, ou forme libre, reprenant les mêmes éléments que ceux indiqués dans l'avis d'appel public à la concurrence ;
- Un dossier de candidature présentant :
 - le chiffre d'affaire global réalisé aux cours des trois derniers exercices et la part du chiffre d'affaire liée aux prestations objet du présent marché public au cours des 3 derniers exercices ;
 - une présentation de la société, explicitant les moyens humains et matériels justifiant l'aptitude du candidat à pouvoir répondre au marché public ;
 - les références au regard de prestations similaires ou de même nature (dans le secteur hospitalier et dans le domaine fonctionnel), réalisées ou en cours de réalisation au cours des 3 dernières années.
- En cas de redressement judiciaire, une copie du jugement prouvant qu'il est habilité à poursuivre son activité pendant la durée prévisible d'exécution du marché public.

Article 9 - Contenu de l'offre

L'offre sera constituée par les pièces suivantes :

1. L'acte d'engagement, par lot soumissionné, accompagné d'un relevé d'identité bancaire (RIB) ou relevé d'identité postale (RIP) et son annexe :
 - Annexe n°1 : bordereau des prix unitaires (BPU) du ou des lot(s) soumissionné(s) complété(s) en format Excel ;
2. Le Détail Quantitatif Estimatif (DQE) du ou des lot(s) soumissionné(s) complété(s) en format Excel sur la base des prix renseignés au BPU ;
3. Un mémoire technique, par lot soumissionné, comportant :
 - Le cadre de réponses complété en format Excel ;
 - Le document complétant le cadre de réponses, le cas échéant.

L'ensemble des documents concernés doivent être **complétés et retournés dans le format original**.

NOTA : La signature de l'offre est possible mais pas obligatoire. Seul l'attributaire est tenu de la signer.

Article 10 - Conditions de remise des échantillons

10.1 - Remise des échantillons

Des échantillons sont exigés : ☐ oui ☒ non

CHAPITRE V - MODALITES DE REMISE DES PLIS

Article 11 - Conditions d'envoi des plis

11.1 - Transmission par voie dématérialisée

Les opérateurs économiques doivent impérativement transmettre leur pli par voie dématérialisée, sur le profil acheteur suivant : <http://www.marches-publics.gouv.fr>

Les opérateurs économiques sont invités à prendre connaissance des consignes figurant en annexe 1 du présent règlement de consultation.

Les plis doivent parvenir au plus tard avant les dates et heures limite indiquée sur la première page du présent règlement de consultation.

11.2 - Copie de sauvegarde

Les opérateurs économiques peuvent également transmettre, dans les délais impartis pour la remise des plis, une copie de sauvegarde. Cette copie est transmise sous pli scellé et comporte obligatoirement la mention : « NE PAS OUVRIR - copie de sauvegarde » - l'identification de la procédure concernée et les coordonnées de l'opérateur économique. Elle est transmise à l'adresse suivante :

CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE RENNES
DIRECTION DES ACHATS
4ème étage du Directions et Pôle Santé Publique
Rue Henri le Guilloux – 35033 Rennes cedex 9

L'opérateur économique se reporte à l'annexe 1 au présent règlement de consultation pour suivre la procédure de copie de sauvegarde.

11.3 - Signature du marché public

Les opérateurs économiques sont informés que l'attribution du marché public pourra donner lieu à la signature manuscrite du marché public.

CHAPITRE VI - ESSAIS ET DEMONSTRATION / PRESENTATION

Article 12 - Essais

Des essais seront demandés dans les conditions définies ci-dessous.

Le CHU de Rennes enverra les éléments permettant de réaliser une prothèse représentative du lot présenté.

Le soumissionnaire devra réaliser et remettre le travail test dans les conditions prévues pour l'exécution du marché.

LOT 1 Prothèses amovibles	
Éléments fournis au soumissionnaire	Travaux test à remettre
Une fiche de laboratoire détaillant le travail à réaliser et la date de livraison attendue ;	Fournir une Prothèse Amovible Complète maxillo-mandibulaire avec un montage conventionnel avec occlusion bilatéralement équilibrée.
Un modèle maxillaire, modèle mandibulaire, bases d'occlusion maxillaire et mandibulaire ;	La prothèse sera conditionnée avec les documents / étiquetage / emballages prévus à l'exécution du marché.
Les informations sur les dents à monter.	Fournir l'ensemble des éléments ayant permis la réalisation de la prothèse, les bases d'occlusion et les modèles même cassés.
Lot 2 Prothèses maxillo-faciale	
Éléments fournis au soumissionnaire	Travaux test à remettre
Une fiche de laboratoire détaillant le travail à réaliser et la date de livraison attendue ;	Fournir une plaque palatine chez un patient ayant une perte de substance au maxillaire à partir de l'empreinte traitée.
Une empreinte maxillaire ;	Le dispositif sera conditionné avec les documents / étiquetage / emballages prévus à l'exécution du marché.
Les informations sur les dents à monter.	Fournir l'ensemble des éléments ayant permis la réalisation de la prothèse, les bases d'occlusion et les modèles même cassés.
Lot 3 Prothèses conjointes	
Éléments fournis au soumissionnaire	Travaux test à remettre
Une fiche de laboratoire détaillant le travail à réaliser et la date de livraison attendue ;	Fournir une prothèse avec 16 céramo-metal, 11 zircone monolithique maquillée, 46 Overlay disilicate de lithium maquillé, 36 Onlay disilicate de lithium maquillé.
L'empreinte maxillaire et mandibulaire et informations de relation maxillo-mandibulaire ;	Fournir l'empreinte ayant permis la réalisation de la prothèse.
Les informations et photographie de couleurs.	La prothèse sera conditionnée avec les documents / étiquetage / emballages

	prévus à l'exécution du marché. Les éléments seront fournis à partir des modèles imprimés si applicable.
Lot 4 Orthopédie Dento Faciale / Orthodontie (ODF)	
Éléments fournis au soumissionnaire	Travaux test à remettre
<u>Orthopédie Dento-Faciale - dispositif fixe</u> Une fiche de laboratoire détaillant le travail à réaliser et la date de livraison attendue ; Deux empreintes optiques en occlusion transmises via 3Shape Communicate, sans et avec bagues molaires en place.	<u>Orthopédie Dento-Faciale - dispositif fixe</u> Fournir un disjoncteur maxillaire à vérin médian de 9 mm soudé sur bagues molaires conventionnelles fournies par le CHU. L'appareil sera conditionné avec les documents / étiquetage / emballages prévus à l'exécution du marché.
<u>Orthopédie Dento-Faciale - dispositif amovible</u> Une fiche de laboratoire détaillant le travail à réaliser et la date de livraison attendue ; Une empreinte optique en occlusion transmise via 3Shape Communicate.	<u>Orthopédie Dento-Faciale - dispositif amovible</u> Fournir des bielles de Herbst amovibles sur gouttières acryliques, montées en propulsion en bout à bout ainsi que les modèles des arcades. La prothèse sera conditionnée avec les documents / étiquetage / emballages prévus à l'exécution du marché.

Les dispositifs devront être envoyés ou déposés à la date indiquée dans la fiche de la Laboratoire après réception des éléments à l'adresse suivante :

Direction des Achats et de la Logistique
 Directions et Pôle Santé Publique
 2 Rue Henri le Guilloux 35033 Rennes

Chaque dispositif devra être évalué par les utilisateurs qui rempliront une fiche d'évaluation à remettre à la Direction des Achats du CHU de Rennes.

Tous les frais induits par la réalisation des travaux tests seront à la charge du soumissionnaire.

Les travaux tests du soumissionnaire ne seront pas restitués.

L'absence de réalisation et de remise des travaux tests dans le délai imparti entraînera l'irrégularité de l'offre.

Article 13 - **Démonstration / Présentation**

Aucune démonstration/présentation n'est prévue dans le cadre de la présente consultation.

CHAPITRE VII - SELECTION DES CANDIDATS ET JUGEMENT DES OFFRES

Article 14 - **Examen des candidatures**

En application de l'article R2144-2 du Code de la commande publique, si le CHU de Rennes constate que des pièces ou informations, dont la production était réclamée, sont absentes ou incomplètes, il peut demander à tous les candidats concernés, de compléter leur dossier de candidature dans un délai maximum de cinq (5) jours.

Conformément à l'article R2144-7 du Code de la commande publique, si le candidat ne satisfait pas aux conditions de participation, ou ne peut pas produire dans le délai imparti, les documents, compléments ou explications requis par le CHU de Rennes, sa candidature est déclarée irrecevable et le candidat est éliminé.

Article 15 - Jugement et classement des offres

Le CHU de Rennes vérifie que les offres sont régulières, acceptables et appropriées.

Le CHU de Rennes élimine les offres inappropriées ou inacceptables. Il peut autoriser tous les soumissionnaires concernés à régulariser des offres irrégulières dans un délai qu'il estime approprié, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses.

Le CHU de Rennes choisit l'offre économiquement la plus avantageuse, sur la base des critères, pondérés comme suit pour chaque lot :

Critère	Pondération du critère	Sous-critères	Pondération du sous-critère
1 CRITERE PRIX sur la base du montant résultant du DQE, intégrant la Ristourne de Fin d'Année si proposée par le soumissionnaire	40%		
2 CRITERE TECHNIQUE sur la base du mémoire technique / cadre de réponse et des essais	55%	Travaux d'essais : Résultats esthétiques et fonctionnels et conditionnement sur la base des essais Méthodologie et moyens mis en œuvre pour réaliser la prestation sur la base de l'évaluation réalisée selon le Questionnaire Technique du Cadre de réponses	70% dont : <ul style="list-style-type: none">80% résultats esthétiques et fonctionnels20% conditionnement 30%
3 CRITERE DEVELOPPEMENT DUABLE sur la base du mémoire technique / cadre de réponse	5%		

Pour le critère technique, une note impactée par un résultat inférieur à 5/10 pour les résultats esthétiques et fonctionnels sur un essai est éliminatoire.

Si une offre apparaît anormalement basse, le CHU de Rennes peut la rejeter par décision motivée, après avoir demandé par écrit les précisions qu'il juge opportun et vérifier les justifications fournies.

CHAPITRE VIII - ATTRIBUTION ET NOTIFICATION DES RESULTATS

Article 16 - Information des décisions de rejet

Conformément à l'article R2181-1 du Code de la commande publique, le CHU de Rennes notifie sans délai à chaque candidat ou soumissionnaire concerné sa décision de rejeter sa candidature ou son offre.

Article 17 - Attribution

L'offre la mieux classée sera retenue à titre provisoire en attendant que l'attributaire produise les certificats et attestations prouvant qu'il a satisfait à ses obligations sociales et fiscales.

Le délai imparti par le CHU de Rennes à l'attributaire, pour remettre ces documents sera indiqué dans le courrier envoyé à celui-ci, et ne pourra être supérieur à dix (10) jours.

L'attributaire dont l'offre est retenue en est informé par courrier ou par échange dématérialisé.

Il fournit impérativement les documents suivants :

Dans tous les cas :

- Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale, prévue à l'article L. 243-15 du code de sécurité sociale, émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de 6 mois (articles D 8222-5-1° du code du travail et D. 243-15 du code de sécurité sociale).
Le CHU de Rennes s'assurera de l'authenticité de cette attestation, auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale.
- Les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que les obligations fiscales et sociales ont été satisfaites.
- Pour les personnes soumises à l'obligation d'assurance de responsabilité décennale prévue à [l'article L 241-1 du code des assurances](#), l'attestation d'assurance de responsabilité obligatoire prévue à [l'article L.243-2 du code des assurances](#).

Dans le cas où l'immatriculation de l'entreprise au Registre du Commerce et des Sociétés (RCS) ou au Répertoire des Métiers (RM) est obligatoire, ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants (article D 8222-5-2° du code du travail) :

- Un extrait de l'inscription au RCS (K ou K-bis), délivré par les services du greffe du tribunal de commerce et datant de moins de 3 mois.
- Une carte d'identification justifiant de l'inscription au RM.
- Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au RCS ou au RM ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente.
- Un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

Ces pièces doivent être fournies au CHU de Rennes tous les six mois durant l'exécution de ce marché public.

L'attributaire doit également remettre au CHU de Rennes, avant la notification du marché public et tous les six mois durant l'exécution de ce marché public, la pièce mentionnée aux articles D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail. Il s'agit de la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L. 5221-2, 3 et 11 du code du travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

Ces pièces seront exigées pour tout marché public d'un montant supérieur à 5 000 € HT (art. R.8222.1 du code du travail), dans le délai impératif fixé par le CHU de Rennes. A défaut, l'offre du candidat sera rejetée.

CHAPITRE IX - RECOURS

L'instance chargée des procédures de recours et service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours est :

Tribunal Administratif de Rennes
3, Contour de la Motte CS44416
35044 Rennes Cedex
Téléphone : 02 23 21 28 28.
Télécopie : 02 99 63 56 84.
Courriel : greffe.ta-rennes@juradm.fr

Les voies de recours ouvertes sont les suivantes :

- Référé précontractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat ;
- Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA ;
- Recours pour excès de pouvoir contre une décision administrative prévu aux articles R. 421-1 à R.421-7 du CJA, et pouvant être exercé dans les 2 mois suivant la notification ou publication de la décision de l'organisme ;
- Recours en contestation de la validité du contrat dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées, dans les conditions prévues par l'arrêt du Conseil d'Etat du 4 avril 2014, Département du Tarn et Garonne.